



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le Ministre

Paris, le **27 NOV. 2019**

Le ministre de l'intérieur

à

**Monsieur le préfet de police
Mesdames et messieurs les préfets de région
Mesdames et messieurs les préfets de département
Monsieur le préfet de police des Bouches-du-Rhône**

NOR : INTA1827039J

Objet : Instruction relative à la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes.

Annexe : Tableau reprenant l'ensemble des mesures arrêtées

Le 25 novembre 2017, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, le Président de la République a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes, la grande cause de son quinquennat.

Le Président a indiqué que cette grande cause serait déclinée chaque année en une thématique qui ferait l'objet d'un plan d'actions et d'une campagne de communication.

Le premier thème retenu est celui de l'élimination complète des violences contre les femmes, considéré par le Président de la République comme le premier pilier de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Un plan de prévention et de lutte contre les violences sexuelles et sexistes a été élaboré par le secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et

de la lutte contre les discriminations, sous la forme d'un tableau reprenant l'ensemble des mesures arrêtées (joint en annexe). Leur mise en place fait l'objet d'un suivi régulier lors de réunions interministérielles.

Le ministère de l'intérieur est particulièrement mobilisé et porte plusieurs mesures phares de ce plan quinquennal :

- la création d'un portail de signalement en ligne des violences sexuelles ou sexistes aux forces de sécurité intérieure ;
- le renforcement du dispositif des intervenants sociaux dans les commissariats de police et les brigades de gendarmerie, notamment avec la création de 39 pôles psychosociaux dans les commissariats, dans le cadre du déploiement de la police de sécurité du quotidien ;
- la possibilité de porter plainte au sein des établissements hospitaliers pour les victimes dans l'incapacité de se déplacer (un projet de convention-type de partenariat entre ces établissements et les directions départementales de sécurité publique est en cours d'élaboration) ;
- la mise en place à termes d'un recueil de preuves en matière de violences sexuelles et physiques dans les unités médico-judiciaires en l'absence de plainte ;
- la mobilisation de l'expertise des référents sûreté de la police et de la gendarmerie nationales au profit des structures d'accueil des femmes victimes de violence, appuyée par la mise en place de « référents départementaux » auprès du préfet chargés de coordonner les actions et rechercher des financements ;
- l'actualisation des modules de sensibilisation des policiers et gendarmes intervenants en milieu scolaire en matière de lutte contre les violences sexistes et le cyber-harcèlement ;
- l'amélioration de l'accueil et de la prise en charge des victimes de violences, demandeuses d'asile ;

➤ **Le portail de signalement en ligne des violences sexuelles et sexistes (portail VSS) sera opérationnel le 27 novembre prochain.**

Ce portail de signalement permettra aux victimes de violences sexuelles ou sexistes d'échanger avec des policiers ou gendarmes, spécialement formés, grâce à un outil de type « chat » afin d'assurer une prise en charge adaptée à chaque situation.

Sa finalité n'est pas de réaliser une pré-plainte en ligne mais de faciliter l'accompagnement des victimes dans leurs premières démarches, tant sociales que judiciaires.

Ainsi, il permettra la prise en compte immédiate des signalements en ligne, l'orientation rapide et effective de la victime vers les services locaux compétents (police ou gendarmerie et dispositifs d'accompagnement ou de soutien), incluant la facilitation de son accueil dans ces services.

Dispositif commun à la gendarmerie et à la police, ce portail sera accessible depuis les sites internet officiels (www.service-public.fr ou www.signalement-violences-sexuelles-sexistes.gouv.fr) sous la forme d'une discussion interactive instantanée depuis un ordinateur, une tablette ou un smartphone.

Secteur police, la plateforme dédiée est implantée à Guyancourt (78) au sein des locaux rénovés du commissariat. Cette structure est armée de 16 policiers (dont un officier, responsable de la structure ayant bénéficié d'une formation spécifique, élaborée par la DCRFPN en lien étroit avec la MIPROF, les acteurs associatifs, les magistrats spécialisés, les psychiatres et les psychologues. En outre, elle bénéficie de la présence d'une psychologue, apte si nécessaire à prendre le relai avec les victimes.

Secteur gendarmerie, ce sont les 20 personnels de la brigade numérique (BN) implantée à Rennes qui ont reçu une formation spécifique complémentaire en matière de prise en charge et d'orientation des femmes victimes de violences, formation à laquelle France Victimes et la Fédération Solidarité ont été associées.

Ce dispositif novateur doit faire l'objet dans votre département d'une information dans les jours qui suivront son inauguration en s'appuyant sur les kits de communication comprenant un dossier de presse, une plaquette, une affiche et la charte graphique du portail VSS.

Un comité de pilotage national co-présidé par le DGPN et le DGGN en présence du secrétaire général, haut fonctionnaire à l'égalité des droits, se réunira 2 fois par an.

➤ **La mise en place d'un réseau territorial des référents violences**

Le bilan des plans départementaux de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes réalisé à partir des réponses au questionnaire adressé en juin dernier, démontre la grande implication de l'ensemble des départements et la bonne coordination entre les services de l'Etat et les acteurs locaux.

A ce titre, ce bilan met en exergue des actions et des dispositifs très innovants qu'il convient de partager.

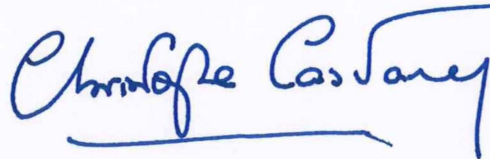
Je souhaite poursuivre ces échanges d'informations et mutualiser ces bonnes pratiques, dans le cadre d'un réseau de référents « violences faites aux femmes ».

A cet effet, vous désignerez au sein du corps préfectoral, un référent qui sera le correspondant du haut-fonctionnaire pour l'égalité des droits, le préfet, secrétaire général, Christophe Mirmand et de son adjointe, la préfète, Nathalie Marthien.

Je vous demande de bien vouloir adresser, avant le 10 décembre, le nom du référent que vous aurez désigné à l'adresse suivante : nathalie.marthien@interieur.gouv.fr.

Les référents seront conviés dans les prochaines semaines à un séminaire d'échanges sur leur rôle, sur les actions et les dispositifs locaux qui ont montré leur efficacité, mais aussi sur les difficultés rencontrées dans leur département.

Je sais pouvoir compter sur votre implication et celle de vos services.

A handwritten signature in blue ink, reading 'Christophe Castaner', with a horizontal line underneath.

Christophe CASTANER

Feuille de route nationale de prévention et de lutte contre les violences sexuelles et sexistes

mis à jour pour le 11/07/2018

[illegible]

[illegible]

51	1				Accompagner les auteurs de violences sexuelles et sexistes	Accompagner des personnes en situation de violence sexuelle ou sexuelle agissant dans le parcours de sortie de la prostitution	SE Egalité femmes/hommes	Ministère de l'intérieur, ministère de la santé, ministère de la justice	conforme	Au 20 juin 2018 : - 33 commissions départementales ont été installées sous l'autorité des préfets (dont 15 commissions sans examen de demandes de parcours de sortie et 18 commissions avec examen de demandes de parcours de sortie) - 10 commissions départementales ont été créées par les préfets - 80 associations ont été agréées pour la mise en œuvre du parcours de sortie de la prostitution sur 64 départements. - 17 parcours de sortie de la prostitution ont été autorisés par décision préfectorale dans 17 départements. - 35 personnes bénéficient de PAPIS au 31 mai 2018	2018
52		1			Punir les auteurs de violences sexuelles et sexistes	Pénalisation du harcèlement de rue via la mise en place d'une contravention pour outrage sexiste	Ministère de la justice / SE égalité entre les femmes et les hommes	Ministère de l'intérieur	conforme	Groupe de 5 députés missionnés avec rendus des conclusions encore en attente d'Assemblée nationale. Adoption en 1ère lecture à l'AN le 16.05.2018	2018
53		1			Punir les auteurs de violences sexuelles et sexistes	Allongement du délai de prescription de 20 à 30 ans pour les crimes sexuels commis sur mineurs	Ministère de la justice / SE égalité entre les femmes et les hommes	Ministère de l'intérieur	conforme	disposition intégrée dans PIL n°778 déposé le 21.03.18 sur le bureau de l'Assemblée nationale Adoption en 1ère lecture à l'AN le 16.05.2018	2018
54		1			Punir les auteurs de violences sexuelles et sexistes	Finalisation d'un âge de prescription de non consentement à une relation sexuelle	Ministère de la justice / SE égalité entre les femmes et les hommes	Ministère de l'intérieur	conforme	disposition intégrée dans le PIL n°778 déposé le 21.03.18 sur le bureau de l'Assemblée nationale Adoption en 1ère lecture à l'AN le 16.05.2018	2018
55	1				Punir les auteurs de violences sexuelles et sexistes	Réaliser un état des lieux des dispositifs existants pour les auteurs de violences sexuelles et sexistes, en particulier celles commises au sein du couple / les modalités d'intervention et les dispositifs existants en direction des auteurs de violences au sein du couple / les différents acteurs et dispositifs peuvent ainsi intervenir à différents niveaux, sans qu'il n'y ait parfois de coordination entre les différents acteurs mis en place, ni une appréhension globale de la problématique des violences sexuelles et sexistes / l'ajout de nouvelles mesures de prévention / les différents profils d'auteurs de violences. Elle traduit toutefois une absence de stratégie en vue de la mise en œuvre d'une politique nationale coordonnée en direction des auteurs de violences	Ministère de la justice (DAG, DAP)	Secrétariat d'Etat Egalité FH (DGCS-SDFE-BZ/MHOF), Ministère des solidarités et de la santé (SADJAV), Ministère de l'intérieur (DOPN, DGM) et SG CIDPR	Risqué	Projet de saisine de l'inspection générale de la justice pour réaliser un état des lieux des dispositifs existants en direction des auteurs de violences au sein du couple dans le cadre de la mise en œuvre du 5e plan	
56	1				Punir les auteurs de violences sexuelles et sexistes	Réaliser et diffuser un document d'information et de prévention pour les auteurs de violences sexuelles au sein du couple « repères » et/ou condamnés	Ministère de la justice (DAG, DAP)	Ministère des solidarités et de la santé (DGS), Ministère de l'intérieur, SG CIDPR	Risqué	En attente de la mise en place d'un groupe de travail interministériel pour élaborer la plaquette qui a pour objectif de faire prendre conscience à l'auteur de violences qu'il a commis un acte délictueux, à lui rappeler la gravité de ses actes et les sanctions qu'il encourt. Elle sera remise dès le premier fait de violence sexuelle par l'auteur de violence sexuelle à la police ou à la gendarmerie, ainsi qu'à des auteurs de violences condamnés. Cette plaquette sera diffusée notamment par les services de police et de gendarmerie, les Maisons de justice et du droit, les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) et les maires	
57		1			Punir les auteurs de violences sexuelles et sexistes	Généralisation du stage de prévention de la récidive de tous les auteurs de violences condamnés	Ministère de la justice			Lettre interne diffusée à l'ensemble des parquets par le ministère de la justice en décembre 2017, les incitant à mettre en place de tels stages. Un bilan qualitatif sera effectué au travers des rapports de politique pénale (impossibilité de disposer d'un bilan chiffré)	